

colonnes de verre et de ciment près de leur maison lorsque celle-ci avait eu la chance d'être épargnée par la construction de routes. Et, des secteurs entiers se sont vus emprisonnés dans l'entrecroisement des boulevards.

Les logements détruits avaient pour caractéristiques d'être grands, peu dispendieux et de bonnes qualités. Ces habitations avaient été construites par leur propriétaire au prix de nombreux efforts, autant physiques que monétaires.

L'action du gouvernement, à Hull, a vite fait d'attirer une nuée de spéculateurs, petits ou gros, attirés par la tirelire fédérale. La rareté des terrains, créée par l'achat massif des gouvernements, a attiré autant les monopoles de l'immobilier que les novices dans le domaine. Des compagnies se sont formées et ont acheté des bandes de terrains un peu partout dans le centre de Hull, dans l'espoir d'y construire soit des tours à bureaux, soit des tours d'habitation de luxe. Peu à peu, les locataires de Hull (ceux-ci vivaient auparavant dans la même maison que leur propriétaire) ont appris que l'achat de la maison où ils habitaient signifiait détérioration, hausse de loyer et démolition.

L'expropriation massive de larges secteurs du centre-ville à laquelle s'est ajoutée une spéculation sauvage, a eu pour conséquences directes d'hausser le prix de location des logements et de diminuer l'inventaire de logements disponibles à la classe des travailleurs. Les loyers ont grimpé de 30% entre 1971 et 1974 alors que pour la même période, le revenu moyen des résidents est demeuré stable à \$5,700.00 par année. La liste d'attente de l'Office municipal d'habitation s'est allongée de fa-